L'impact du COVID-19 sur les communautés africaines concernées par l'extraction de diamants

Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley (KPCSC)

KIMBERLEY
PROCESS
CIVIL SOCIETY
COALITION

ÉDITORIAL

L'impact du COVID-19 sur les communautés africaines concernées par l'extraction de diamants

Juin 2020

Image de la couverture : Mineurs de diamants alluviaux sur le site de la Force de feu du Liban, chefferie de Tankoro, district de Kono, Sierra Leone (Photo : NMJD, juin 2020)

Auteur : Coalition de la société civile du Processus de Kimberley (KPCSC)

Édité *par l'Association zimbabwéenne du droit de l'environnement (ZELA), le Centre pour la gouvernance des ressources naturelles (CNRG) et le Service international d'information sur la paix (IPIS)*

Mise en page : SAKADO *(https://www.sakado.be/)*

KIMBERLEY PROCESS CIVIL SOCIETY COALITION

La **Coalition de la société civile du Processus de** *Kimberley* **(KPCSC)** *est l'organisation cadre qui agit en tant qu'observateur du Processus de Kimberley (PK) au nom de la société civile. La plupart des membres de la coalition sont basés en Afrique, le principal continent producteur de diamants au monde. Représentant les communautés concernées par l'extraction et le commerce des diamants, les membres s'efforcent d'améliorer la gouvernance du secteur du diamant dans leur pays d'origine. L'expertise locale et régionale de la coalition nous permet de suivre l'approvisionnement responsable en diamants sur le terrain et d'articuler une perspective citoyenne sur le secteur du diamant dans les forums nationaux, régionaux et internationaux. La Coalition comprend des représentants du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Libéria, du Lesotho, de la Sierra Leone, du Zimbabwe et de la Belgique.*

European Commission

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la KPCSC et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial **2**

1. Introduction 4
2. Méthodologie 4
3. Géographie et nature de certaines zones d'extraction de diamants 5
4. Impact du Covid-19 sur la santé 6
5. Impact sur l'exploitation et le commerce des diamants 7
6. Impact socio-économique 10
7. Programmes de sensibilisation et de soutien 11
8. Conformité avec les règlements Covid-19 13
9. Criminalité, tensions et droits de l'homme 15
10. Recommandations 17

1. Introduction

Le secteur du diamant a été durement touché par la pandémie de coronavirus[1]. La désolation se fait sentir tout au long de la chaîne d'approvisionnement, notamment dans divers pays africains qui dépendent de ce précieux minéral pour leur développement socio-économique. Pour freiner la propagation du Covid-19, les pays ont annoncé des mesures de grande envergure. Les frontières ont été fermées sur tout le continent pour les voyages avec une circulation des marchandises, au mieux, retardée. Les mouvements interurbains ont été interdits dans la plupart des pays. Des mesures de fermeture ont été imposées, allant de l'arrêt complet à diverses restrictions de circulation pour les personnes et d'activité pour les entreprises. L'industrie minière, en tant qu'industrie essentielle à la mobilisation des ressources nationales, a été majoritairement exemptée des réglementations de confinement, bien qu'elle ait fait l'objet de mesures sanitaires et d'éloignement spécifiques.

Alors que l'impact du Covid-19 sur les entreprises intermédiaires et en aval a été assez bien documenté,[2] on en sait beaucoup moins sur la manière dont la pandémie a affecté les communautés africaines concernées par l'extraction des diamants. Dans cette optique, la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley (KPCSC) a évalué la situation au niveau de diverses communautés pendant les mesures de confinement liées au Covid-19. Le présent rapport expose les principales conclusions de cette évaluation dans sept pays africains : Zimbabwe, Guinée, Cameroun, Sierra Leone, Lesotho, Côte d'Ivoire et République démocratique du Congo (RDC).

2. Méthodologie

Compte tenu des restrictions de voyage imposées par le Covid-19, les données de ce rapport ont été recueillies à distance par le biais d'entretiens téléphoniques, de services de messagerie, des réseaux sociaux et de courriels. Cependant, grâce au réseau de surveillance communautaire de la Coalition et aux groupes communautaires sur le terrain, ces données comprennent des mises à jour et des aperçus de première main sur la situation dans les zones minières. En outre, des entretiens ont été menés avec des employés de sociétés minières, des mineurs artisanaux, des conseillers, des représentants de la communauté, des membres de services de sécurité publics et privés, des commerçants, des responsables de sociétés minières, des fonctionnaires, du personnel de santé local et des dirigeants locaux. Enfin, une analyse documentaire d'articles de presse et de rapports gouvernementaux a été réalisée pour évaluer les tendances et les évolutions liées à l'impact de la pandémie ainsi que les mesures visant à l'endiguer. Les conclusions de ce rapport sont basées sur les informations et les données recueillies en avril et mai 2020.

1 T. Biesheuvel, "The Great Diamond Glut : Miners Stuck With Gems Worth Billions, *Bloomberg,* 7.6.2020, < https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-07/the-great-diamond-glut-miners-stuck-with-gems-worth-billions>.

2 Voir par exemple : A. Gladstone, "Diamond Business Loses Luster as Coronavirus Crisis Spreads", The Wall Street Journal, 3.4.2020, < https://www.wsj.com/articles/diamond-business-loses-luster-as-coronavirus-crisis-spreads-11585934835>.

3. Géographie et nature de certaines zones d'extraction de diamants

Tableau 1 : Géographie et nature des zones d'extraction de diamants sélectionnées

Pays	Zone / région	Nom de la société	Nature de l'activité d'extraction de diamants
Zimbabwe	Marange	ZCDC et Anjin	L'exploitation minière à grande échelle (LSM)
			Exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM)
		Katanga Mining (Pvt) Ltd	RMLL (exploration)
	Chivi	Les diamants de Murowa	RMLL (exploration)
	Zvishavane	Les diamants de Murowa	RMLL
Guinée	Macenta		ASM
	Kérouané		ASM
Cameroun	Région orientale le long de la frontière avec la République centrafricaine		ASM
Sierra Leone	Kono	Koidu Limited	LSM et ASM
		Meya Mining	
		L'exploitation minière de Sea Wright	
	Kenema	Sierra Diamond Limited	
Lesotho	Région Sud		ASM (principalement d'exploration)
	Région Nord	La mine de diamants de Letšeng et Liqhobong	RMLL
Côte d'Ivoire	Séguéla		ASM
République démocratique du Congo (RDC)	Province de Tshopo		ASM

Ce rapport couvre les zones où les diamants sont extraits dans le cadre d'opérations à grande échelle, à petite échelle et artisanales, comme le montre le tableau 1 ci-dessus. Pour le Zimbabwe, des informations ont été recueillies dans trois zones, dont deux ne font l'objet que d'activités d'exploration. Une zone, Marange, enregistre des activités minières à la fois à grande échelle et artisanales, bien que ces dernières aient lieu de manière informelle et soient criminalisées. Les préfectures sélectionnées en Guinée, à Macenta et à Kérouané, où se pratique l›exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM), représentent la majeure partie de la production de

diamants du pays. La majeure partie de l'exploitation des diamants au Cameroun est effectuée dans la région orientale du pays par des mineurs artisanaux, y compris des réfugiés et des migrants de la République centrafricaine. En Sierra Leone, l'enquête s'est concentrée sur les deux principaux districts d'extraction de diamants, Kono et Kenema, où toutes les échelles d'exploitation se côtoient. Une grande majorité des jeunes hommes de ces régions tenteraient leur chance dans ce secteur. En Côte d'Ivoire, toutes les mines de diamants sont exploitées de manière artisanale ou à petite échelle. La région ciblée de Séguéla représente environ 90 % des réserves connues de[3] diamants du pays. La RDC compte environ 28 zones d'extraction de diamants (réparties dans les provinces du Kasaï-Central, du Kasaï-Oriental, de Sankuru, de Lomami, de l'Équateur, du Bas-Uele, du Haut-Uele, de l'Ituri et de Tshopo). Cette enquête couvre trois des plus grandes zones d'ASM à Banalia, Bafwasende et Opala (province de Tshopo).

4. Impact du Covid-19 sur la santé

Tableau 2 : Statistiques Covid-19 pour certains pays au 12 juin 2020 (source : Johns Hopkins CSSE)[4]

Pays	Nombre de cas confirmés	Nombre de décès
Zimbabwe	332	4
Guinée	4 372	23
Cameroun	8 681	212
Sierra Leone	1 085	50
Lesotho	4	0
Côte d'Ivoire	4 404	41
République démocratique du Congo (RDC)	4 515	98

Bien que les statistiques soient difficiles à comparer en raison des différentes capacités et approches en matière de tests, elles donnent une indication sur la propagation du virus sur le continent. Le Lesotho a jusqu'à présent été épargné par le pire de cette pandémie, avec seulement 4 cas confirmés et aucun décès. Parmi les sept pays sélectionnés, le Zimbabwe est le deuxième pays ayant le plus faible nombre de cas confirmés. Le Cameroun est le plus touché avec 8 681 cas confirmés et 212 décès. Dans tous les pays, ces cas se trouvent principalement dans les zones urbaines et ne se sont pas beaucoup répandus dans les zones d›extraction de diamants, qui sont généralement situées dans des zones rurales éloignées. Il convient toutefois de souligner que les tests de dépistage du virus sont effectués de manière limitée en dehors des grandes villes.

Quelques cas confirmés ont été signalés dans des villes riches en diamants au Cameroun (Colomines et Batouri) et en Sierra Leone (Tongo). Si le virus devait se propager dans ces régions, l'impact serait probablement dévastateur en raison de l'absence d'établissements de soins de santé appropriés dans ces zones. Au Lesotho, la principale communauté accueillant des mines de diamants dépend

3 P. Chirico et K. Malpeli, Investigation reconnaissance de la ressource potentielle diamantifère et de la capacité de production de la Côte d'Ivoire, (U.S. Geological, 2012), <https://www.kimberleyprocess.com/fr/system/files/documents/USGS%20Cote%20D%27Ivoire%20Fact%20Sheet%20FR.pdf>.

4 Université et médecine John Hopkins, Centre de ressources sur les coronavirus : https://coronavirus.jhu.edu/map.html.

de cliniques et d'hôpitaux situés à plus de 50 kilomètres. Dans des pays comme le Zimbabwe, le Cameroun, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, la RDC et la Guinée, il existe des établissements de santé au sein des communautés, mais ceux-ci manquent de ressources, de personnel, d'équipements et de médicaments adéquats. Les régions productrices de diamants de la Côte d'Ivoire (Séguéla et Tortiya), par exemple, ont le plus faible ratio médecins/population du pays (0,5 médecin pour 10 000 habitants) et près de 46 % de la population vit à plus de 15 kilomètres d'un centre de santé[5]. Au Zimbabwe, la *Zimbabwe Consolidated Diamond Company* (ZCDC) dispose d'une clinique pour son personnel, mais ne dispose pas de ressources suffisantes en raison de difficultés financières. La clinique de Marange, située à environ 80 kilomètres des mines de diamants, est le principal centre de santé pour la population locale. Cependant, la clinique n'est suffisamment équipée pour prendre en charge les patients gravement malades, qui sont envoyés à l'hôpital provincial de Mutare, à environ 130 kilomètres de la zone d'extraction du diamant. Au moment de la production de ce rapport, l'hôpital provincial de Mutare n'était pas encore prêt à traiter les cas de Covid-19.

5. Impact sur l'exploitation et le commerce des diamants

Cette section évalue l'impact du Covid-19 sur les activités d'extraction et de commerce de diamants, en examinant la fermeture des sites, le nombre de travailleurs, les niveaux de production, la nature des activités, les modalités de financement, les flux commerciaux et autres.

Mineurs de diamants artisanaux au travail à Colomine, région de l'Est du Cameroun (Photo : RELUFA, mars 2020)

Les opérations, dans tous les pays étudiés, qu'elles soient artisanales, petites ou grandes, ont été affectées par les mesures liées au Covid-19. Les exportations ont presque complètement cessé. En Guinée, les exportations de diamants ont chuté de manière drastique, passant de 270 157 carats au premier trimestre 2019 à 39 494 carats au premier trimestre 2020[6]. Les fonctionnaires du Bureau national d'expertise (BNE), ayant pour mission d'approuver l'ensemble des exportations de diamants,

5 Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique de Côte d›Ivoire, Rapport annuel 2018.

6 Bureau national d'expertise (BNE), bulletin statistique, avril 2020.

ont confirmé qu'ils étaient au chômage depuis le début du mois d'avril en raison de la fermeture des frontières terrestres et aériennes. Le Cameroun n'a pas non plus exporté de diamants depuis le début du confinement. Selon les responsables du Processus de Kimberley dans le pays, peu de bureaux d'achat sont venus déclarer des marchandises. Les bureaux d'achat qui avaient déjà signé leurs certificats du PK les voient maintenant expirer.

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle semble connaître le ralentissement le plus important. Les mesures gouvernementales mises en place pour contenir et gérer la propagation du Covid-19 constituent un facteur de réduction de la productivité. Il s'agit notamment de mesures de distanciation sociale qui ont souvent entraîné la réduction des effectifs des travailleurs actifs à chaque moment et la diminution du temps de travail. Cependant, c'est la chute des prix des diamants et la perturbation des routes commerciales qui ralentit particulièrement les opérations. Il s'agit d'un assèchement des dispositifs de préfinancement par les réseaux de négociants qui ne disposent plus de la trésorerie nécessaire. Au Cameroun, par exemple, on estime que 90% des mineurs artisanaux de diamants dépendent de ces accords de préfinancement. Les négociants en diamants enregistrés dans le pays ont confirmé qu'ils n'effectuent actuellement aucun achat en raison du manque de ressources et de l'incertitude.

Dans toute la région, on rapporte que des acteurs opportunistes et criminels s'immiscent dans ce vide, attirant des mineurs désespérés dans des accords de parrainage qui les obligent à vendre leur production à des prix considérablement réduits. Un diamantaire opérant dans la communauté de Koakoyima en Sierra Leone, par exemple, a indiqué une chute des prix de 50%. Les diamants qui étaient achetés à environ *5 000 000 de SLL par carat (environ 515 USD)* avant *la* pandémie ne sont plus achetés qu'à 2 500 000 SLL. Au Zimbabwe, les mineurs artisanaux ont indiqué que les acheteurs réguliers n'ont plus d'argent pour faire du commerce, tandis que de nouveaux acteurs interviennent pour acheter à des prix considérablement réduits.

Le marché formel étant encore plus restreint, cela indique que les acteurs illicites pourraient s'approvisionner en diamants artisanaux bon marché, qu'ils espèrent vendre avec d'énormes profits lorsque les perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales seront atténuées. Certains éléments indiquent que des acteurs mal intentionnés trouvent rapidement de nouvelles possibilités de gagner de l'argent au milieu de cette crise. Au Zimbabwe, par exemple, la fermeture des postes frontières officiels entraînerait une augmentation de la contrebande de diamants vers le Mozambique via des points de sortie illégaux. Comme le souligne l'appel mondial des organisations de la société civile (OSC) en faveur d'une action d'urgence pour soutenir les communautés et les chaînes d'approvisionnement de l'ASM, auquel la KPCSC a contribué, ces développements inquiétants risquent « d'accroître la criminalité et l'insécurité, d'exacerber les tensions locales, de créer une division au sein des communautés et d'augmenter les risques pour les entreprises qui s'approvisionnent dans la région».[7]

En raison des modalités de parrainage étouffantes, de la faible rentabilité, des restrictions de travail et de la hausse des prix des équipements miniers, les mineurs artisanaux de toute la région abandonneraient les sites miniers, certains d'entre eux migrant vers d'autres moyens de subsistance tels que l'agriculture. Certains grands sites diamantifères de l'ASM au Cameroun, particulièrement productifs, semblent continuer à attirer un nombre considérable de travailleurs malgré les restrictions et le retrait des financiers traditionnels. Au Zimbabwe, le CNRG a constaté que les femmes sont affectées de manière disproportionnée par ce ralentissement. Les hommes parviennent souvent à contourner les restrictions en creusant clandestinement, en particulier la nuit, alors que cela est beaucoup moins évident pour les femmes en raison des risques particuliers pour la sécurité en

7 "Emergency action needed for vulnerable artisanal and small-scale mining communities and supply chains", 12.5.2020, < https://www.oecdwatch.org/2020/05/12/emergency-action-needed-for-vulnerable-artisanal-and-small-scale-mining-communities-and-supply-chains/>.

l'absence de contrôle social et de surveillance gouvernementale.[8]

Cette crise n'épargne évidemment pas non plus les travailleurs des exploitations industrielles. Au Cameroun, 76% des entreprises travaillant dans le secteur minier auraient réduit leurs effectifs en avril ou mai 2020.[9] Selon le directeur des ressources humaines de Koidu Limited en Sierra Leone, l'entreprise comptait 1 000 travailleurs avant la pandémie. Cependant, après l'apparition du Covid-19, environ 300 travailleurs ont été priés de prendre des congés. Sierra Diamond a arrêté ses activités le 8 mai et mis en quarantaine de nombreux travailleurs dans les locaux de la mine, après qu'un de ses cadres supérieurs ait été testé positif au Covid-19.[10]

Au Zimbabwe, le nombre de travailleurs est également réduit et ceux qui sont autorisés à travailler pour la Zimbabwe Consolidated Diamond Mining Company (ZCDC) et Anjin Investments sont tenus de camper sur place pour réduire le risque de contamination par leur famille ou d'autres contacts sociaux. La réduction de la production entraîne en outre des problèmes de trésorerie, ce qui, pour les travailleurs du ZCDC, implique qu'ils ne reçoivent plus de salaire depuis février. Au Lesotho, la production de diamants a été généralement faible pendant le confinement du site, qui a débuté le 30 mars. Les sociétés minières ont été autorisées à reprendre leurs activités le 27 avril.[11] La mine de diamants Liqhobong, en revanche, qui est exploitée par la société britannique Fire Stone, est sérieusement menacée de fermeture, avec la probabilité que plus de 250 membres du personnel perdent leur emploi. Il y a cependant un manque de transparence sur le statut de la mine et l'avenir de ses employés.

Vue de la mine de diamants de Letšeng au Lesotho (Photo : MCDF, 2019)

8 S. Mlevu "Women hard hit by Covid-19", 17.4.2020, < http://www.cnrgzim.org/women-hard-hit-by-covid-19/>.

9 Coronavirus de Yaoundé : Les emplois les plus touchés au Cameroun sont dans les secteurs de l'éducation, de l'hébergement, des mines et de la sylviculture (enquête INS)», Business in Cameroon, 10.6.2020, < https://www.businessincameroon.com/economy/1006-10406-coronavirus-most-affected-jobs-in-cameroon-are-in-the-education-accommodation-mining-and-forestry-sectors-ins-survey>.

10 M. Kamara, "Sierra Leone miner shut down due to Covid-19", *Politico SL,* 12.06.2020, < https://politicosl.com/articles/sierra-leone-miner-shut-down-due-covid-19>.

11 Lesotho green-lights operations at Letšeng', *Mining Review*, 24.4.2020, < https://www.miningreview.com/diamonds-gems/lesotho-government-green-lights-operations-at-letseng/>.

6. Impact socio-économique

La pandémie de Covid-19 a perturbé les sources de revenus des communautés d'extraction de diamants dans tous les pays étudiés. Moins d'emplois, moins de travail et des prix plus bas, signifie que les communautés déjà pauvres, qui dépendent de l'extraction de diamants, ont maintenant encore moins de revenus pour vivre. Malheureusement, ceci n'est pas le seul impact, mais uniquement une partie de la réaction en chaîne destructrice déclenchée par les mesures nationales et mondiales visant à arrêter la propagation du nouveau coronavirus.

Nombreux sont ceux qui, dans ces communautés, comptent sur les revenus tirés de l'extraction de diamants pour soutenir les activités agricoles à petite échelle et l'agriculture de subsistance. La diminution des cultures et de l'élevage au niveau du village rend ces communautés plus dépendantes des produits importés. Pourtant, la pénurie de ces produits de base due à l'augmentation de la demande et à la perturbation des chaînes d'approvisionnement fait grimper les prix, ce qui grève encore davantage le budget des ménages déjà en difficulté. En Sierra Leone, par exemple, les prix des produits de base, en particulier des produits alimentaires, augmentent chaque semaine. Le riz, aliment de base des Sierra-Léonais, coûtait 180 000 SLL (environ 18 USD) par sac de 50 kg avant l'épidémie de Covid-19, mais il était déjà vendu mi-mai pour 280 000 SLL (28 USD), soit une augmentation de 55%. En raison de la réduction du pouvoir d'achat, un plus grand nombre de locaux achètent désormais du riz à la tasse, qui coûtait 1 500 SLL avant l'épidémie de Covid-19 et coûte maintenant 3 000 SLL. Au Zimbabwe, les magasins des zones d'extraction de diamants sont peu nombreux en raison des restrictions de circulation entre les districts, de l'interdiction des transports publics et de la fermeture des frontières. Par conséquent, pour rester rentables, ils vendent des produits de base à des prix élevés ou uniquement en dollars américains, auxquels de nombreux habitants, en particulier les plus défavorisés, n'ont pas accès. Les pénuries alimentaires actuelles dans ces villages sont une source de préoccupation croissante. L'interdiction des transports publics a également affecté l'accès des populations aux soins de santé. À Arda Transau, une communauté de personnes déplacées de Marange, une personne locale a par exemple signalé qu'elle n'avait pas pu se rendre à Mutare pour prendre des comprimés contre l'hypertension.

7. Programmes de sensibilisation et de soutien

Tableau 3 : Programmes de soutien et campagnes de sensibilisation pour les zones d'extraction de diamants par pays

Sierra Leone	DRC	Zimbabwe	Guinea	Lesotho	Cameroon	Côte d'Ivoire
Government • Radio campaigns • National and district-level Covid-19 response structures CSOs • Radio campaigns • Distribution of face masks, sanitizers • Food aid Rural District Councils • Food, Cash, sanitizers Mining companies • Soap • Security to monitor movements • Radio campaigns	• Door-to-door awareness campaigns by CSOs, public health services and Red Cross	Government • Food aid • TV campaigns • Outreach/ Community awareness sessions CSOs • Food aid • Radio campaigns • Use of Whatsapp platforms for communica-tion with communities Mining companies • Radio campaigns	Government • TV, radio, social media campaigns CSOs • Awareness campaigns in diamond areas	Government • TV and radio campaigns Mining companies • Food aid	Government • TV, radio, social media campaigns CSOs • Awareness campaigns • Distributing protective gear, food aid	Government • Food aid, financial transfers, and support for electricty and water bills CSOs • Awareness campaigns, food aid and distribution of masks Mining companies: • Food and non-food donations to mining communities and financial support to government

Les gouvernements de tous les pays étudiés sensibilisent les populations à l'impact du nouveau coronavirus ainsi qu'à la nature et à l›importance des mesures de précaution par le biais de campagnes radiophoniques et télévisées. Cependant, dans la plupart des pays, les communautés concernées par l'extraction des diamants ont un accès limité aux émissions de télévision et de radio, ce qui implique qu'elles ne reçoivent pas les mises à jour officielles des gouvernements. Certains gouvernements ont également apporté un soutien direct pour protéger leurs citoyens des effets dévastateurs de cette crise économique et humanitaire. En Côte d'Ivoire, par exemple, le gouvernement a lancé un plan de soutien économique, social et humanitaire de 1 700 milliards de francs CFA (environ 2,9 millions de dollars US) dans le but d'atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 pour les communautés les plus vulnérables, notamment celles qui vivent dans les zones

d'extraction de diamants.[12]

En ces temps difficiles pour les communautés concernées par l'extraction des diamants, les contributions des sociétés minières en matière de responsabilité sociale peuvent faire une grande différence. Quelques entreprises en Sierra Leone, au Zimbabwe et au Lesotho ont répondu à ces besoins par des programmes de sensibilisation à la radio et la distribution de kits de santé comprenant des masques et des désinfectants. Au Lesotho, le monde des affaires a distribué occasionnellement de la nourriture aux membres vulnérables de la communauté. Au Zimbabwe, une entreprise, Murowa Diamonds, a organisé des campagnes de sensibilisation par radio en partenariat avec l'Association zimbabwéenne pour le droit de l'environnement (ZELA). L'entreprise a également fait don de kits de santé dans le district de Zvishavane. Au Manicaland, la Zimbabwe Consolidated Diamond Mining Company (ZCDC) et Anjin Investments n'ont apporté aucun soutien ni aucune sensibilisation aux communautés concernées par leurs activités. En Sierra Leone, Koidu Limited a créé dix postes de sécurité pour surveiller les mouvements de personnes dans cinq chefferies limitrophes de la Guinée. Cependant, de nombreux membres de la communauté ne trouvaient pas cela prioritaire et avaient espéré que la société les soutienne d'une autre manière.

Seaux pour le lavage des mains à Masumbirie, chefferie de Kafe Simira, district de Tonkolili, Sierra Leone (Photo : NMJD, mai 2020)

Malgré les restrictions de mouvement et l'interruption des travaux de la coalition de la société civile du PK, les membres ont cherché à innover et à employer de nouvelles méthodes de travail pour défendre et promouvoir les droits des communautés dans les zones d'extraction de diamants. Le *Center for Natural Resource Governance (CNRG)* et ZELA ont diffusé des informations aux communautés par le biais des plateformes des réseaux sociaux. Le CNRG et ZELA ont tous deux commencé à produire des mises à jour de la situation couvrant, entre autres, les violations des droits du travail, le non-respect des réglementations et les impacts du Covid-19 sur les femmes.[13] Le CNRG œuvre, en outre, à garantir des paniers de nourriture pour 50 des femmes les plus vulnérables identifiées par les observateurs communautaires à Marange. Le CECIDE, en Guinée, mène des initiatives de sensibilisation et distribue des produits sanitaires aux membres de la communauté de

12 Portail official du government de Côte d'Ivoire, Coronavirus : le plan de soutien economique est dans sa phase operationnelle, indique le ministre Adama Coulibaly, 1.5.2020, <*http://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=11095&d=1*>.

13 Voir par exemple : ZELA, Sitrep key highlights covid-19 mining sector and communities' sit-rep (http://www.zela.org/covid-19-publications/#) ; CNRG, Transparency and Accountability lacking in national COVID-19 responses (https://www.cnrgzim.org/transparency-and-accountability-lacking-in-national-covid-19-responses/).

Sangaredi (Boké). Le *Network Movement for Justice and Development* (NMJD) a distribué des seaux pour le lavage et du gel des mains pour le lavage des mains, des haut-parleurs portables et des clefs USB contenant des messages de sensibilisation au Covid-19 en anglais et dans d'autres langues locales utilisées dans le pays. Dans le district de Kono, le NMJD dirige un consortium d'OSC luttant contre le Covid-19. Le consortium sensibilise les communautés diamantaires au Covid-19 par des émissions de radio et gère une liste de contrôle sur la disponibilité du matériel logistique nécessaire à la protection contre le Covid-19 dans les principaux carrefours routiers.

8. Conformité avec les règlements Covid-19

Guidés par les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les problèmes spécifiques à chaque pays, les gouvernements ont introduit diverses règles et restrictions. Parmi celles-ci figurent l'utilisation obligatoire d'équipements de protection individuelle (EPI), tels que les masques et les gants, les désinfectants pour les mains, la distanciation sociale, l'interdiction des rassemblements de masse, les couvre-feux et la réduction des heures de travail. Les sanctions en cas de non-respect sont généralement lourdes dans les pays étudiés. En Côte d›Ivoire, toute personne ne respectant pas le couvre-feu est passible d'un à trois ans d'emprisonnement ou d'une amende de 20 000 à 2 000 000 FCFA (environ 35 à 3500 USD). Du 24 mars au 6 mai 2020, 1 249 personnes ont été arrêtées dans le pays pour non-respect du couvre-feu. Au Cameroun, les sanctions seraient ad hoc et non réglementées, ce qui a permis d'ouvrir une brèche pour la corruption.

Pour faire respecter ces règlements, des policiers et des soldats ont, dans de nombreux pays, été placés dans les villes et les villages et aux points de contrôle de véhicules. Cette situation a créé des tensions dont on a parfois rapporté qu'elles étaient incontrôlables. Des entretiens en Sierra Leone ont montré que des habitants à la recherche d'eau ou d'autres biens pour assurer leur subsistance étaient battus par la police et l'armée. Le 1er avril, dans le district de Kenema, à l'est du pays, un groupe d'au moins 10 soldats a attaqué un journaliste du journal Standard Times, le frappant avec leurs armes, lui donnant des coups de pied et s'emparant de son téléphone après qu'il eut photographié un nouveau centre de quarantaine Covid-19[14]. D'autres pays ont mis en place des structures d'application spécifiques. C'est le cas de la Sierra Leone qui, forte de son expérience dans la lutte contre le virus Ebola, applique la réglementation relative au Covid-19 par l'intermédiaire du centre d'opérations d'urgence (EOC) du ministère de la santé et de l'assainissement. Le EOC a été décentralisé au niveau des districts dans tout le pays et comprend le gouvernement local, l'appareil de sécurité (police et armée) et les OSC. Ils mènent des actions de sensibilisation par le biais d'efforts de collaboration. Le Zimbabwe dispose également de groupes de travail de district formés pour aider à la sensibilisation, à la gestion et à la prévention de la propagation du coronavirus. Toutefois, leurs déplacements sont limités en raison de ressources restreintes.

Alors que de nombreux gouvernements ont exempté le secteur minier des politiques de confinement, la plupart des organismes de surveillance et d'application de la loi du secteur sont restés bloqués. Les services de sécurité publique ou les groupes de travail spécialisés manquent de ressources et de personnel pour se rendre dans des zones minières rurales généralement isolées, qui ont donc souvent été laissées sans surveillance ni contact avec le gouvernement. Le Cameroun est le seul pays où l'on trouve des preuves de la vérification par des agents de la force publique des mesures Covid-19 à l'entrée d'un certain nombre de grands sites miniers près de la frontière de la RCA. L'absence générale de sensibilisation et d'application de la loi explique le faible respect des réglementations Covid-19 dans les pays étudiés. La pratique du lavage régulier des mains est en augmentation, mais l'utilisation des EPI par les habitants et les travailleurs des mines, à l'intérieur et autour des site ASM

14 CJP, "Sierra Leone security forces attack, charge journalist covering COVID-19", 28.4.2020, < https://cpj.org/2020/04/sierra-leone-security-forces-attack-and-detain-2-j/>.

et LSM, est minime. L'éloignement social est généralement difficile, voire impossible, en raison de la nature du travail d'équipe, et, lorsqu'il est possible, il est régulièrement négligé. Les acteurs LSM et ASM ont tendance à rester concentrés sur l'augmentation de la production et des profits tout en réduisant les coûts supplémentaires.

Étant donné le caractère informel de nombreuses opérations de l›ASM, la responsabilité d›investir dans la santé et la sécurité est dispercée. En outre, le manque de sensibilisation et d'information des responsables de la santé et d'autres services gouvernementaux signifie que les communautés d'ASM ont une compréhension limitée du virus, de ses effets et des moyens d'empêcher sa propagation. Par ailleurs, la réduction du budget des ménages conduit ces populations à faire tout ce qu'il faut pour gagner leur vie.

Petit site diamantaire d'ASM de Sefadu, chefferie de Gbense, district de Kono (Photo : NMJD, juin 2020).jpg

Cette situation devrait être plus simple pour les sites LSM, où les mesures gouvernementales exigent que les sociétés minières investissent dans des vêtements et des outils de protection, des désinfectants, des kits de test, etc. Toutefois, des entretiens menés à Marange, au Zimbabwe, révèlent que les mineurs industriels n'ont pas investi dans l'acquisition d'articles comme les kits de test Covid-19, comme l'exige la loi, mais ont fourni aux travailleurs des masques et des produits sanitaires. Chez Anjin Investments à Marange, les travailleurs se sont plaints du fait qu'un groupe de 40 employés soit obligé de partager une installation surpeuplée pour manger, se laver et dormir.[15] Ces circonstances, ajouté au fait qu'ils doivent également partager les lits, ne leur permettent manifestement pas d'observer correctement les mesures d'hygiène et de distanciation sociale.[16] En outre, les travailleurs indiquent qu'il n'y a pas de réunions régulières sur la sécurité et la santé avant

15 Des circonstances alarmantes similaires ont été signalées par des groupes de la société civile en RDC concernant un certain nombre de sociétés minières de cuivre-cobalt : RAID, RD Congo : Mine Workers at Risk During Covid-19, 11.06.2020, < https://www.raid-uk.org/blog/dr-congo-mine-workers-risk-during-covid-19>.

16 ZELA, "Covid-19 mining sector situational report (ZELA's 3rd Series)", 13.5.2020, < *http://www.zela.org/download/covid-19-mining-sector-situational-report-zelas-3rd-series/> ; CNRG, "An assessment of workers rights in the mining sector during Covid-19 lockdown", 15.5.2020,*
< *https://www.cnrgzim.org/an-assessment-of-workers-rights-in-the-mining-sector-during-covid-19-lockdown/>.*

de commencer le travail, comme l'exige la loi. Ces observations sont d'autant plus préoccupantes que de plus en plus d'éléments indiquent que les mines du monde entier deviennent des «zones sensibles pour la propagation du coronavirus».[17]

9. Criminalité, tensions et droits de l'homme

Dans cette section, nous analysons l'évolution des tendances liées à la criminalité, aux tensions et aux droits de l'homme depuis le début de la pandémie.

Le désespoir, la perturbation des moyens de subsistance, le chaos et la réduction du contrôle de l›État ont entraîné un taux de criminalité élevé dans certains pays, avec un nombre croissant de personnes ayant recours à l'effraction des maisons et des magasins. Au Lesotho, les communautés concernées par l'exploitation minière ont constaté une augmentation des vols de bétail, avec, à un moment donné, plus de 250 moutons et 50 chèvres volés en une nuit. Une communauté diamantaire appelée Lower Bambara, dans le district de Kenema en Sierra Leone, s'est plainte du fait que des jeunes s'introduisaient par effraction dans les lieux d'affaires et les maisons la nuit. Des communautés du Zimbabwe ont déploré une augmentation de la violence basée sur le genre.

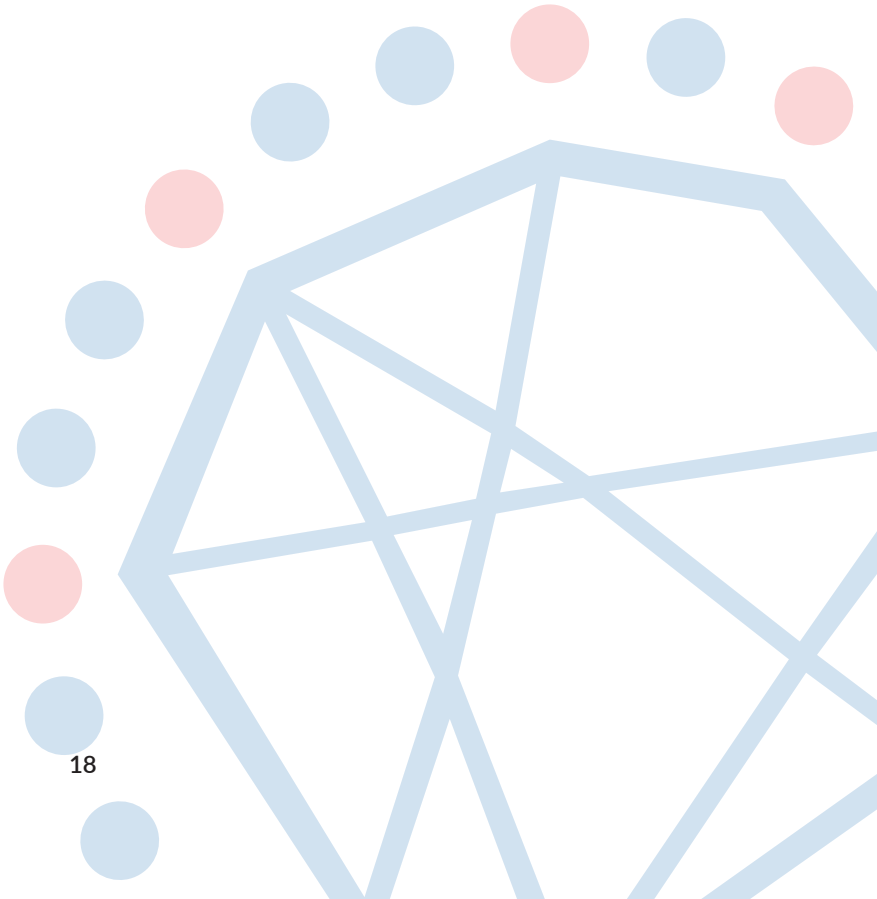
Des tensions ont toujours existé dans les zones d'extraction de diamants entre les entreprises et les communautés, les communautés et les services de sécurité publics et privés ainsi que les mineurs artisanaux et à petite échelle et les forces de sécurité. Certains pays ont signalé une augmentation de ces tensions, tandis que d'autres ont constaté une diminution. La Sierra Leone a par exemple, enregistré une diminution des tensions et de la violence dans les zones d'extraction de diamants en raison de mesures restrictives, telles que les couvre-feux et l'interdiction des rassemblements publics. Les champs de diamants de Marange sont depuis longtemps une zone restreinte avec une forte présence militaire et policière. Les communautés rapportent que les soldats continuent de faire des raids et d'arrêter les mineurs artisanaux, les libérant après les avoir contraints à verser des pots-de-vin. Dans des pays comme le Lesotho, la distribution injuste de l'aide alimentaire provoque le mécontentement des communautés qui exploitent les diamants.

17 S. Leahy, "Mines are hotspots for spread of Covid-19, study finds", 5.6.2020, < https://www.theguardian.com/environment/2020/jun/05/mines-coronavirus-hotspots-report-us-canada>.

Un garde de sécurité local dans une mine de diamant artisanale à l'Est du Cameroun (Photo : RELUFA, 2020)

La pandémie suscite de nouvelles préoccupations en matière de droits de l'homme, dont la plupart sont liées à la manière dont les règlements liés au Covid-19 sont appliqués. Les populations sont privées de leur droit à l'information sur le Covid-19 parce que les programmes de sensibilisation n'ont pas été exhaustif. Le gouvernement utilise les médias, mais acheter un journal ou posséder un poste de radio ou de télévision est réservé à l'élite. Les mesures prises par les sociétés minières obligeant les travailleurs à camper sur place séparent le personnel de leurs conjoints et de leurs enfants. Les restrictions de mouvements privent les communautés minières de leur droit à la santé car elles ne peuvent pas se rendre dans des établissements de santé en dehors de leur communauté, les interdictions de transport public ayant un impact disproportionné sur les communautés pauvres. Plusieurs rapports indiquent en outre que le désespoir économique des communautés concernées par l'extraction de minière entraîne une augmentation des cas de travail des enfants, y compris sur les sites d'extraction de diamants.

10. Recommandations

Sur la base des observations soulignées ci-dessus, nous identifions trois recommandations politiques principales :

- Les gouvernements des sept pays doivent s'assurer que les informations et les données sur la pandémie, son impact et les moyens d'éviter la contamination, parviennent aux communautés minières. En cas de ressources limitées, ils doivent rechercher des partenariats avec des organisations disposant de réseaux, de ressources et de compétences appropriés.
- Les programmes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) du secteur privé doivent être adaptés aux besoins et aux exigences spécifiques des mineurs artisanaux et des communautés concernées par l'extraction des diamants, notamment à la lumière des nouveaux défis qui apparaissent en raison de la crise du Covid-19.
- Les efforts devraient être intensifiés pour formaliser le secteur artisanal du diamant afin d'éliminer les voies de commerce illicite, d'éviter les abus des communautés minières bien intentionnées et de promouvoir la mobilisation des ressources nationales. Cela ne devrait pas se faire par une approche répressive du haut vers le bas, mais en s'appuyant sur les modalités spécifiques de ce secteur et en fournissant des incitations et un soutien pour attirer progressivement les acteurs informels dans la chaîne d'approvisionnement formelle.
- Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en diamants, des producteurs aux détaillants en passant par les fabricants, devraient, dans le cadre de leur rétablissement après la pandémie dévastatrice de Covid-19, être encouragés à ne pas se concentrer uniquement sur le rétablissement des profits, mais à continuer d'intensifier les efforts pour un approvisionnement responsable.